

CCBCL INFO



C.C.B.C.L

SOMMAIRE

Actualité de la Chambre p. 1

Nouvelles de Lubumbashi p. 2

Annonces p. 3-5

Messages p. 6-7

Affaires juridiques p. 8

Dossier p. 9-10

Appels d'offres p. 11-12

Échos du Congo p. 13-15

Échos de l'Étranger p. 16-18

Contact

C/o Alliance Belgo
Congolaise
Av. de la Justice
2703 , Kinshasa
Gombe
R.D.Congo

Heures d'ouvertures du secrétariat

Du lundi au vendredi
de 8 h 30 à 16 h 30

Téléphone

081 88 48 319
089 89 49 292

E-mail

ccbc@gbs.cd

Site web

www.ccbc-rdc.be

Ce bulletin est réalisé grâce à l'appui du SPF Affaires Étrangères et des Régions

ACTIVITES DU MOIS DE MAI 2011

Fête d'anniversaire du Centre Wallonie-Bruxelles, le mardi 10 mai

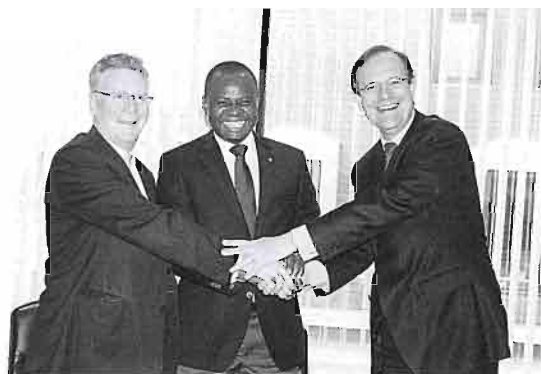
Le mardi 10 mai, tous les membres de la CCBCL ont été invités à la soirée du 25ème Anniversaire du Centre Wallonie-Bruxelles au Théâtre de Verdure.

Mission Beltrade, du 13 au 20 mai 2011

Monsieur Jérôme Roux de Beltrade (la représentation économique et commerciale des Régions bruxelloise, flamande et wallonne) a organisé une mission économique en Belgique de décideurs et d'hommes d'affaires congolais dans le secteur de la construction et des infrastructures du 13 au 20 mai 2011. Plusieurs de nos membres, exerçant dans ces domaines, se sont déjà inscrits à participer à cette mission.

Visites d'entreprises, workshops, contacts fournisseurs et clients potentiels en Belgique ont constitué le menu de la mission.

Un débriefing de cette mission économique congolaise en Belgique a été organisé par l'Ambassade de la RDC à Bruxelles au cours duquel les membres de la mission ont globalement exprimé leur satisfaction sur la mission. L'Ambassadeur Henri Mova a encouragé les membres de la mission économique à persévérer dans leurs activités qui permettront un développement endogène du Congo.



Signature de l'accord Confédération Construction COPEC BTP

Veillez-trouvez des autres photos, qui ont été envoyées par l'ambassade de la RDC à Bruxelles à :
<http://www.facebook.com/media/set/?set=a.10150181004496708.320819.109350661707&l=460e7d89fd>

Réunion du Conseil d'Administration, le jeudi 19 mai

Le Conseil d'Administration s'est tenue le jeudi 19 mai dans les locaux de la CCBCL.

ACTIVITES DU MOIS DE JUIN

Réunion du Conseil d'Administration, le jeudi 16 juin

Le Conseil d'Administration se réunira le jeudi 16 juin dans les locaux de la CCBCL.

Visite d'entreprise chez Pain Victoire

Vous recevrez un bulletin d'inscription et des informations supplémentaires en temps utile.

Bienvenue aux nouveaux membres

C'est avec un grand plaisir que les Administrateurs ont approuvé pendant le Conseil d'Administration du 19 mai dernier les premiers bulletins d'adhésions venant de l'Antenne Lubumbashi. Pas moins de cinq bulletins ont été remis via l'Administrateur Erik Pardaens à Kinshasa. Vous retrouverez les coordonnées de ces nouveaux membres dans notre rubrique 'Messages'. Bienvenue aux nouveaux membres !

Activités du mois de mai

Réunion, le samedi 28 mai

Une réunion s'est tenue le samedi 28 mai à 17h

Activités du mois de juin

Déjeuner-Conférence, le 17 juin

L'Antenne Lubumbashi organisera le 17 juin son deuxième déjeuner-conférence au Park Hotel à Lubumbashi. L'objet de l'exposé sera : « la situation actuelle et perspectives de l'activité ferroviaire en RDC », avec le conférencier Monsieur Vincent Tshiondo de Vecturis.

Les activités et les services organisés par la CCBCL, située à Lubumbashi sont automatiquement valables pour les membres qui se trouvent à Kinshasa et vice versa !

a) Programme des foires et salons 2011

MATEXPO

Salon des professionnels International Machines et Matériels de la Construction, Industrie et Environnement.

Lieu : Kortrijk Xpo

Doorniksesteenweg 216, 8500 Kortrijk, Belgique

07/09 – 11/09

Organisation: Matexpo

Kennedypark 31B, 8500 Kortrijk, Belgique

Tél.: 056/21 08 32 - Fax: 056/25 79 82

info@matexpo.com

www.matexpo.com

PASSIVEHOUSE

Bâtir, Rénover, Immobilier

Lieu : Tour & Taxis

Avenue du Port 86C, 1000 Bruxelles, Belgique

09/09 – 11/09

Organisation: Passiefhuis Platform vzw

Gitschotellei 138, 2600 Berchem, Belgique

Tél.: 03 235 02 81

www.passiefhuisplatform.be

EASYFAIRS ECL 2011

Bâtir, Rénover, Immobilier : le point de rencontre pour les électro-installateurs

Lieu : Brussels Expo

Place de Belgique, 1020 Bruxelles, Belgique

22/09 – 23/09

Organisation: EasyFairs

Roderveldlaan 3, 2600 Berchem, Belgique

Tél.: 03/280 53 00 - Fax: 03/280 53 53

antwerp@easyfairs.com

www.easyfairs.com

EASYFAIRS HVAC 2011

Bâtir, Rénover, Immobilier : installation, performance énergétique et de climatisation intérieure

Lieu : Brussels Expo

Place de Belgique, 1020 Bruxelles, Belgique

22/09 – 23/09

Organisation: EasyFairs

Roderveldlaan 3, 2600 Berchem, Belgique

Tél.: 03/280 53 00 - Fax: 03/280 53 53

antwerp@easyfairs.com

www.easyfairs.com

EASYFAIRS PROJECT BUILD 2011

Bâtir, Rénover, Immobilier : l'événement professionnel pour la création et la construction de projets.

Lieu : Brussels Expo

Place de Belgique, 1020 Bruxelles, Belgique

22/09 – 23/09

Organisation: EasyFairs

Roderveldlaan 3, 2600 Berchem, Belgique

Tél.: 03/280 53 00 - Fax: 03/280 53 53
antwerp@easyfairs.com
www.easyfairs.com

EASYFAIRS DECO & FINISH 2011

Bâtir, Rénové, Immobilier : l'événement professionnel pour la finition constructive et décorative des bâtiments.

Lieu : Brussels Expo

Place de Belgique, 1020 Bruxelles, Belgique

22/09 – 23/09

Organisation: EasyFairs

Roderveldlaan 3, 2600 Berchem, Belgique

Tél.: 03/280 53 00 - Fax: 03/280 53 53

antwerp@easyfairs.com

www.easyfairs.com

5ème Salon International des Pièces de Rechange

Lieu : Auto parts Expo

CIAPE, Beijing, Chine

08/10 – 10/10

Lieu et Date limite du dépôt formulaire : iapchina@yahoo.com.cn au plus tard 10 août 2011

Email : www.iapchina.com

7ième Edition de iPAD DRC (Infrastructure Partnerships for African Development)

10% de réduction sur les frais d'inscriptions pour les membres de la CCBCL !!

Pour pouvoir profiter de cette réduction, veuillez-noter dans les blocs de commentaires/suggestions que vous êtes membre de la CCBCL le moment que vous vous inscrivez en ligne !!

The 7th edition of Infrastructure Partnerships for African Development (iPAD) DRC pays tribute to this exciting emerging economy by providing the platform for international financiers, mining houses, energy companies, and elite suppliers to the industry to attend and unite with government and utility representatives to uncover solutions for investment and industrial development within the nation.

Bridge the gap between international perceptions and Congolese realities by securing your presence at the 7th annual Infrastructure Partnerships for African Development (iPAD) DRC. The importance of creating a favorable investment climate will be one of many important topics up for debate at iPAD DRC this year as foreign diplomats, business leaders, and Congolese decision makers unite to discuss the future of the nation with particular emphasis on critical fiscal and legal issues now affecting exploration, extraction, and industrial development. The 2 day exhibition features the pioneer organizations providing technology, products and services for the development of key economic sectors such as electricity, finance, transport and logistics, hydrocarbons, and legal issues in support of infrastructure development for extractive industry enhancement.

Highlights:

- **Two-day international exhibition** delivering the latest technology in mining, electricity, hydrocarbons, finance, transport and construction
- **Learn about the country's specific electrical and financial requirements necessary to achieve sustainable industrial development from prestigious Congolese officials and thought leaders**

Annonces

- *Direct access to doing business in the DRC: engage first-hand with business executives who can provide local value-added service and facilitate cross-border partnerships.*
- *Personalized service: we will invite your clients on your behalf and facilitate their participation*
- *Take advantage of the post-conference 2nd annual iPAD Katanga Mining Briefing being held in Lubumbashi for elite networking opportunities with top investors and mining personalities complete with assisted French/English translation in a red carpet environment*

KINSHASA

Lieu: Grand Hotel, Kinshasa

Organisation: iPAD DRC

Date : du 3 au 4 octobre 2011

Lieu d'inscription: www.drc.ipad-africa.com

LUBUMBASHI

Lieu : Grand Hotel Karavia, Lubumbashi

Organisation: iPAD DRC

Date : du 6 au 7 octobre 2011

Lieu d'inscription: www.drc.ipad-africa.com

+ **Visite minière (participants limités) :** le 8 octobre 2011

A2D Conseil

- **16 et 17 juin au 2IE à Ouagadougou au Burkina Faso :** sixième édition des journées entreprises de l'Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2IE).
- **17 au 19 Juillet à Ouagadougou au Burkina Faso,** Forum sous-régional : les nouveaux moteurs de croissance économique et de la création d'emplois et le développement de l'entrepreneuriat féminin en Afrique de l'Ouest organisé par le Bureau International du Travail avec l'assistance technique de A2D Conseil.
- **21 Octobre à l'hôtel Golden Tulip Farah à Casablanca au Maroc,** Congrès sur les énergies renouvelables : moteur de développement des éco-entreprises organisé par la fondation Agissons Vert.

Information et contact:

Thierry Téné

Directeur de A2D Conseil

Tel : +33 (0) 6 21 93 91 45

Skype: tenethierry1

www.a2dconseil.eu - www.lesafriques.com - www.thierrytene.com

b) Curricula vitae

CV Nicolas Destrijker: Voir en annexe

CV Philippe Nicolas: Voir en annexe

CV Maxim Kyalufya Bjamba: Voir en annexe

c) Ex-Change

Dépliant Ex-change, partenaire de la CCBCL : voir en annexe

DESTRIKER NICOLAS
Parc Breughel, 2/2, 1731 Zellik
+32 472 888128 - nicolasdestriker@hotmail.com
18.09.1986 - Belge



Juriste FR / NL / ENG

PROFIL

- Apprécie le travail en équipe et individuel
- Sens des responsabilités et de l'organisation
- Faculté d'intégration et d'adaptation
- Dynamique, passionné et sociable

FORMATIONS

- Mars 2011 Cours de préparation au **TOEFL** (Test of english as a foreign language), Cape Town, Afrique du Sud
- 2009 – 2010 **2^{ème} année du degré de Master en Droit à finalité « droit public »**
Mention : Distinction
Faculté de Droit de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles
- 2008 – 2009 **1^{ère} année du degré de Master en Droit à finalité « droit public »**
Faculté de Droit de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles
- 2004 – 2008 **Baccalauréat en Droit**
Faculté de Droit de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles
- 1998 – 2004 **Certificat d'Enseignement Secondaire Supérieur**
Collège Notre-Dame des Champs, 1180 Bruxelles

EXPERIENCES PROFESSIONNELLES ET PARA-UNIVERSITAIRES

- 2010 - 2011 **Etudiant « jobiste »** - Superdry, 34, avenue Louise, 1000 Bruxelles
- 2007 - 2009 **Etudiant « jobiste »** - Garçon de salle, Teat&Eat, 121, rue de Stassart, 1050 Bruxelles

2007 - 2009 **Administrateur** – A.S.B.L « Cercle de Droit », avenue Franklin Roosevelt, 1050
Bruxelles

2004 - 2006 **Animateur mouvements de jeunesse** – 25^{ème} unité GCB, 1070 Bruxelles

LANGUES

- Français : langue maternelle
- Néerlandais : très bonne connaissance passive et bonne connaissance active
- Anglais : très bonne connaissance passive et active

INFORMATIQUE

Bonnes connaissances de Microsoft Office, Logiciel de traitement de texte (Word, Excel et PowerPoint), E-mail, Outlook, navigation sur Internet

CENTRES D'INTERETS

- Le voyage, plus particulièrement le continent africain, son histoire et ses cultures
- L'histoire contemporaine
- Les relations internationales et la science politique
- Le droit public, le droit social et le droit des affaires
- La littérature et le théâtre
- Les relations sociales

**Philippe NICOLAS**

*Droit - Communication de Affaires RP
Commerce International - Gestion
Diamant - Coopération*

c/o Jemappesstraat 2, BE - 9000 GENT
Tél/Fax : 32 (0)9 222 24 72
Gsm: 32 (0)486 944 459
E-mail : philippe.smg.nicolas@scarlet.be

OBJECTIF

Gestion de projets : direction générale - développement - agent de liaison - appui, toutes sections

Comme *acteur de commerce international*, y compris d'exportation & d'expédition de marchandises, comme *acteur de croissance*, qualitatif & quantitatif, et *acteur de notoriété* (relations publiques, lobbying, service client, formations et promotions diverses), comme *Belgo-européen, multilingue, né en Afrique* avec un bagage de formation et d'expérience varié (droit, gestion, etc.) *je peux gérer pour vous des missions de développement d'affaires internationales* (tous marchés, toutes destinations).

Comme *homme de confiance* je peux relever de nombreux *défis*, selon un *consensus*, dans le respect des objectifs fixés et au service de *résultats tangibles et durables*. Je suis *pragmatique, organisé et flexible*. Telles sont mes compétences, aptitudes et attitudes que je peux vous offrir personnellement au service du développement de votre entreprise.

CARRIERE - CHRONOLOGIE

Depuis 2003

Consultant Free-Lance

Missions de développement d'affaires industrielles et commerciales :

- En UE (biens de consommation - food & non-food, diamant)
- En Afrique (Rwanda, Kigali - savons)
- En Asie : marketing du luxe : Inde (Mumbai - Surat) & Chine (Dongguan, Guandong etc.)

Depuis 1987

Employé (cadre de direction)

Dans diverses sociétés belges & groupes internationaux au service du développement d'affaires et de la promotion des ventes de produits de consommation/services sur des marchés locaux et à l'exportation : développement de produits, fabrication, commercialisation, gros-détail, niches marketing : 'BtoB' & 'BtoC' - boutiques, département stores, duty-free aéroportuaire etc.

Secteurs

Or & Diamant: Gautam, Area Manager ; DiameX, Ventes & Dév.
Chocolats: Neuhaus-Mondose (Holding Artal-Equibel), Export Mgr
Art/Antiquités: Château la Garenne, Sales Mgr de la boutique étendard
Maroquinerie: Louise Fontaine (Admico), Ventes & Développements
Riz: Schepens International Rice Brokers, Trader
RP/Lobbying: The Rowland Company/Saatchi & Saatchi, Account Mgr
Pharmacie: The Wellcome Foundation, actuellement GSK, Training Mgr
Chimie : Fédération des Industries Chimiques Belgique, PR-Officer

ETUDES : droit - commerce international - communication des affaires - coopération au développement

2004	Certificat B.T.C./C.T.B. , Coopération Technique Belge, Bruxelles + introduction au droit humanitaire (C.I.C.R. Belgique, section flamande)
1990	'Post-Graduat en Commerce International', Solvay Business School, Bruxelles
1987	'Master in Business Communication & Public Relations', European University Anvers, Campus de Bruxelles + stage informel Parlement européen, C.E.E. / U.E. Bruxelles
1985	'Licentiaat Rechten'(Droit, niveau Master), U.G., Université de Gand/Gent

FORMATIONS COMPLEMENTAIRES : diamant - gestion diverses

En Belgique et à l'étranger :

- Diamant : évaluation de pierres naturelles & synthétiques, brutes&taillées
- Gestion, Marketing, MS-Office, Langues etc.

LANGUES

Français	Excellente pratique - langues d'étude & de travail
Néerlandais	Idem
Anglais	Idem
Allemand	Bonne base

INFORMATIONS PERSONNELLES

Belge, célibataire, né en R.D.Congo à Tshikapa, le 14 mars 1960

Service militaire

1986, Forces Belges en Allemagne

Permis de conduire

A/B belge & international

Divers

Intérêts culturels divers et curiosité intellectuelle éclectique : arts anciens & contemporains, architecture, design, artisanat etc.

Quelques activités sportives (natation, vélo, ...)

Vaccination pour les pays tropicaux

Maxim KYALUFYA BJAMBA

Fluwelensingel 35
2806CB Gouda/Hollande

Av KASA-VUBU
7/151-1
c/Gombe
Kinshasa/RDC
Tél : 0897104805
E-mail : miyake50@live.nl

Etat civil

27 ans Né le 02/07/1984 à Bunia (RDC)
Nationalité congolaise,
Résidant en hollande, pour le moment à Kinshasa.

Formation

2004-2007 : Etude comptable à SIOM centre de
Traitement (Handel centrum) en Hollande
2006-2004 : Etude gestion d'entreprises à horizon
Collège (Institut d'étude professionnelle et pratique)
2004-2002 : Diplôme de la gestion administrative à
L'horizon collège (Holland)
2002-2001 : Etude de la langue hollandaise
2000 : Diplôme d'Etat en Math-Physique à
L'institut bio-chimie de N'Djili

Compétences :

Gestion Administrative

Plus

Permis de conduire international catégorie B
langues parlées : Français, Néerlandais,
Anglais, Swahili, Lingala, Kikongo

Informatique : Microsoft office word,
Microsoft office Excel, internet, intranet
out look, PDF

Expériences**coordination**

Février 2010 à Novembre 2010
Smiths Food Factory, compagnie
Fabriquant des chips
(Hollande/Alkmaar)

a la réception, répondre aux appels téléphoniques et
souvent au centre de traitement pour contrôler la
qualité des produits.

Juin à Décembre 2009
Sonofi Adventis, Société spécialisée en
Produits pharmaceutiques
(Hollande/Gouda)

contrôler la qualité des produits (date, année
d'expiration)

Aout à Septembre 2006
LIDL supermarché
(Hollande/Rotterdam)

A la réception, recevoir des appels téléphoniques et
répondre, surveiller les entrés et sorties des
personnes. Faire une saisie des facturations dans
le computer

Aout à Septembre 2004
Stage à la poste TNT à waddinxveen
(Hollande)

ordonner, vérifier et classer les archives selon l'ordre
numérique croissant ou décroissant des documents
ou lettres postales.

ex-change

association francophone pour l'envoi d'experts à l'étranger asbl

Qui sommes-nous ?

- Ex-Change est une Association Sans But Lucratif, basée à Louvain-la-Neuve, regroupant des **experts bénévoles** mis temporairement à la disposition d'entreprises ou institutions des **pays du Sud** qui en font la demande.
- Par nos interventions dans les domaines demandés par les promoteurs locaux nous aidons ceux-ci à surmonter une difficulté technique, organisationnelle ou managériale.

Dans quels pays intervenons-nous ?



Principalement en Afrique francophone, mais aussi en Amérique latine, en Chine...

Dans quels secteurs intervenons-nous ?



Agriculture, industrie, santé, informatique, management, micro-finance, hôtellerie, ...

Exemples de missions



Mise en place d'une comptabilité analytique au port de Bujumbura (Burundi)



Amélioration du rendement de la production laitière de la Ferme de Jacaranda (RDC)

Intéressés par une mission ou une activité au sein de l'asbl ?

Consultez notre site www.ex-change-expertise.be

Souhaitez-vous nous rejoindre ? Envoyez-nous un mail à info@ex-change-expertise.be

Bienvenue aux nouveaux membres !

CAUDITEC sarl

Activités : Audit, Gestion des Entreprises et Expertise Comptable

Représentation : Jean Baptiste MULUMBA

Fonction : Associé Gérant

Adresse : Blvd du 30 juin, Immeuble Ex Shell, 5^{ème} étage Kinshasa – Gombe

Email : cauditec@yaoo.fr

Tél. : 081 51 80 770 – 099 81 31 8895

Ets KUKU

Activités : Vente des Produits Alimentaires Surgelés et Immobiliers

Représentation : Jacques KUNIEMA

Fonction : Propriétaire Gérant

Adresse : 33/F, Quartier Mongo, Kinshasa – Matete

Email : jacqueskuniema@yahoo.fr

Tél. : 081 81 20 936 – 085 12 72 500

MANOAH INVESTMENTS

Activités : Industrie

Représentation : Stone KUMBI

Fonction : Administrateur Directeur Général

Adresse : 2003 Blvd M'siri, Lubumbashi

Email : adonaigroup2000@yahoo.fr

Tél. : 099 70 22 304 – 085 75 22 304

MECELCO

Activités : Construction Métallique et Wagonnage

Représentation : Lionel SOHIER

Fonction : Directeur Général

Adresse : 1, Avenue Kigoma, Lubumbashi

Email : dgmecelco@gmail.com

Tél. : 081 36 79 441

MEPHARTECH sprl

Activités : Vente Mobilier Médico-chirurgical – Réactifs et Accessoires de Laboratoire, Produits Vétérinaires et Semences Maraîchères

Représentation : Marime ISSUMO

Fonction : Associée Gérante

Adresse : 839, Avenue Mama Yemo, Lubumbashi

Email : mephartechsprl@yahoo.fr

Tél. : 099 99 83 150

Nicolas GREGOIR

Activités : Représentant de Vecturis (Opérateur de Chemins de Fer)

Représentation : Nicolas GREGOIR

Fonction : Directeur Financier Adjoint SNCC pour le compte de Vecturis

Adresse : 2619, Avenue de la Révolution, Lubumbashi

Email : ngr@vecturis.com

Tél. : 099 58 89 697

TRADE SERVICE

Activités : Bureau d'Etude – Assistance Administrative & Fiscal – Agence de Douane

Représentation : Eric KABILA

Fonction : Administrateur

Adresse : 194, Avenue Moero, Lubumbashi

Email : erickabila@trade-service

Tél. : 099 70 27 366 – 081 81 51 618

JOURNAL OFFICIEL

La Chambre vous informe que nous avons renouvelé notre abonnement chez le Journal Officiel. Nous avons souscrits pour les numéros Ordinaires, dans la première partie bimensuelle, qui comprennent :

- les textes légaux et réglementaires de la République Démocratique du Congo (les lois, les décrets-lois, les décrets et les arrêtés ministériels...);
- les actes de procédures (les assignations, les citations, les notifications, les requêtes, les jugements, arrêtés...);
- les annonces et avis.

Et les numéros Spéciaux s'intéressant sur :

- la Constitution de la RDC ;
- le Code de la Famille ;
- le Code Minier ;
- le Code du Travail
- le Code Judiciaire Militaire & Code Pénal Militaire ;
- le Code Forestier ;
- le Code Foncier ;
- le Code de la Route ;
- le Code de Navigation Fluviale, Lacustre et Maritime ;
- le Code de Navigation Aérienne ;
- le Code Pénal ;
- le Règlement Minier ;
- l'inspection Générale des Finances (IGF) ;
- les numéros sur la Poste et Télécommunication ;
- la loi sur la Nationalité Congolaise.

Vous serez toujours le bienvenu du moment où vous désireriez faire la lecture à la Chambre ou avoir une copie d'un de ces numéros.

Décret N° 011/15 du 31 mars 2011 portant création, organisation et fonctionnement d'une Commission d'Examen et d'Exécution des quelques recommandations de l'Assemblée Nationale en matière sociale (Adolphe MUZITO et Simon BULUPIY GALATY, le 31 mars 2011) Source : LA FEC

Prière de passer à la Chambre au cas où vous désirez avoir une copie.

Arrêté Interministériel n° 001/CAB/MIN-ECONOMAT/2011 et n° 081/CAB/MIN/FINANCES/2011 du 30 mars 2011 portant fixation des taux des taxes, droits et redevances à percevoir à l'initiative du Ministère de l'Economie Nationale... Source : LA FEC

Prière de passer à la Chambre au cas où vous désirez en avoir une copie.

Décret n° 011/21 du 26/04/2011 portant création du comité de pilotage de la réforme du guichet unique. Source : LA FEC

Prière de passer à la Chambre au cas où vous désirez en avoir une copie.

Bonne gouvernance et développement en Cisjordanie et à Gaza

Source : www.worldbank.org du 20/05/2011.

Les problèmes de gouvernance au sein de l'Autorité palestinienne et les conséquences qui en découlent en termes de corruption sont depuis un certain temps déjà l'objet de discussions entre bailleurs de fonds et représentants des autorités. Mais, en dépit du degré d'attention que requiert cette question, très peu de travaux d'analyse ont été réalisés à ce jour sur le sujet. Le rapport de la Banque mondiale vient combler ce vide : il s'agit de la première étude qui évalue de manière détaillée les forces et les faiblesses institutionnelles de l'Autorité palestinienne et qui met en évidence la nature et l'incidence réelle de la corruption en Cisjordanie et à Gaza.

« Excellent rapport, excellent diagnostic et excellent timing »: c'est ainsi que Geoff Prewitt, conseiller de haut niveau sur les questions de gouvernance au Programme des Nations unies pour le développement, a salué le rapport à l'occasion d'une séance d'information destinée aux bailleurs de fonds.

Selon la directrice des opérations de la Banque pour la Cisjordanie et Gaza, Mariam Sherman, qui est intervenue dans le cadre d'un atelier organisé à l'intention des représentants de l'Autorité palestinienne, de la société civile et des principales ONG, le rapport « présente des éléments d'analyse clairs, procède à un examen approfondi des faits observés sur le terrain et fournit une base solide pour permettre à l'Autorité palestinienne de définir les priorités qui guideront sa réforme future de la gouvernance ».

Pointant les domaines où l'Autorité palestinienne a accompli des progrès remarquables, le rapport signale les réformes mises en œuvre dans la gestion des finances publiques, les participations de l'État et la question traditionnellement problématique de la commission du pétrole. Il fait état des réformes en cours, mais encore inachevées, dans les secteurs suivants : passation des marchés publics, emplois publics et réglementation du secteur privé. Enfin, il met en lumière les domaines où des améliorations sont encore nécessaires, en particulier en ce qui concerne la gestion des terres, la délivrance de permis d'exploitation et les services aux entreprises et l'accès à l'information publique.

Nous avons un objectif commun : « instaurer la bonne gouvernance et mettre en place un système de gouvernance démocratique basé sur la responsabilité et la transparence », a déclaré Ali Jarbawi, ministre palestinien du Plan. « Tel est l'objectif et le souhait des Palestiniens. » M. Jarbawi a souligné le caractère unique du cas palestinien et le fait que l'Autorité palestinienne était privée de contrôle sur de nombreuses parties des Territoires palestiniens, ce qui venait compliquer et la gouvernance et les réformes. Et d'indiquer, par exemple, que pendant près de 30 ans et jusqu'en 1995, les Palestiniens ne contrôlaient pas leur cadastre. « L'environnement dans lequel nous vivons entrave les progrès. Le processus de réforme ne se fait pas par à-coups. Il s'agit d'un processus continu qui demande beaucoup d'efforts, de temps et d'argent ».

Mark Ahern, spécialiste senior du secteur public et chef de l'équipe en charge du rapport, a précisé que l'étude s'était concentrée sur les aspects sur lesquelles l'Autorité palestinienne exerce un contrôle direct. « Du point de vue de la Banque mondiale, ce travail n'est pas seulement un exercice académique, il compte aussi au niveau du développement », a affirmé M. Ahern. « Il existe une corrélation directe entre la bonne gouvernance et les résultats auxquels nous aspirons au niveau du développement. Vous pouvez constater, à travers le monde, que la bonne gouvernance va généralement de pair avec de faibles taux de mortalité

infantile, des revenus par habitant plus élevés et d'autres indicateurs de développement importants ».

Le rapport comporte également les résultats d'une enquête menée auprès de 3000 ménages palestiniens afin de mesurer comment ils percevaient la corruption et de comparer ces impressions avec la réalité de l'accès aux services publics. Or si l'enquête montre qu'une forte proportion des Palestiniens interrogés pense que les citoyens ont recours au wasta (passe-droits) et aux pots-de-vin pour avoir accès aux services publics, elle révèle aussi que très peu d'entre eux y recourent dans les faits. Alors que toutes les études réalisées précédemment sur la corruption en Cisjordanie et à Gaza se fondaient sur les perceptions, ce nouvel élément offre une perspective importante.

Il constitue « un résultat positif », selon M. Jarbawi, qui dit cependant « comprendre que les perceptions comptent aussi ».

Avis d'appel d'offres pour Travaux de réhabilitation de l'hôpital de Dipumba à Mbuji

Mayi

Financement : PPTE-PA

Responsable : BCECO

Date limite : le 9 juin 2011

Tél : 081 16 01 610 – 099 82 38 219

Email : bceco@bceco.cd; dpm@bceco.cd; bcecobceco@yahoo.fr; dpm@bceco.cd

Adresse : 372, Avenue Colonel Mondjiba, Concession UTEXAFRICA
Kinshasa - Ngaliema

Avis d'appel d'offres pour Fourniture et installation des générateurs solaires dans quelques structures sanitaires de la Province du Sud Kivu

Responsable : IRC

Date limite : le 10 juin 2011

Tél : 099 52 00 035

Email : Frank.Kanyinda@rescue.org et Kabemba.Tambwe@theIRC.org

Adresse : 63, Avenue Colonel Mondjiba, Kinshasa - Ngaliema

Avis d'appel d'offres pour Pré qualification d'imprimeries de référence pour le PNUD

Responsable : PNUD

Date limite : le 10 juin 2011

Tél : 081 16 01 610 – 099 82 38 219

Email : soumission.info@undp.org

Adresse : Blvd du 30 juin, Immeuble Losonia (2è étage), Kinshasa – Gombe

Avis d'appel d'offres pour Sélection de structures pour un partenariat dans la prévention et l'assistance aux enfants dits de la rue à Kinshasa

Financement : IDA

Responsable : FSRDC

Date limite : le 13 juin 2011

Email : ugpedr@yahoo.fr

Adresse : 11, Avenue Colonel Lukusa; Immeuble ex. CEI, Kinshasa - Gombe

Avis d'appel d'offres pour Recrutement des agences de voyage vers/ou en provenance des provinces en RDC et à l'étranger

Responsable : ASF/PSI

Date limite : le 15 juin 2011

Email : hramangalahy@psicongo.org

Adresse : 232, Avenue Tombalbaye, ex-Immeuble SOCIR, Kinshasa - Gombe

Avis d'appel d'offres pour Travaux d'entretien de la route Kisangani-Lubutu-Walikale

Financement : UE

Responsable : UNOPS

Date limite : le 20 juin 2011

Tél : 08170 09 600

Email : arjounem@unops.org - paulw@unops.org

Adresse : 57, avenue du Livre, Kinshasa - Gombe

**Avis d'appel d'offres pour Travaux de réhabilitation de l'école primaire NTETEL 1&2
Domiongo Province du Kasai-Occidental**

Financement : IDA

Responsable : UNOPS

Date limite : le 27 juin 2011

Tél : 081 70 09 600

Email : cdocparse@unops.org

Adresse : 57, Avenue du Livre, 1er Etage, Kinshasa - Gombe

Après le Royaume de Belgique, L'Italie et le Royaume des Pays-Bas annulent plus d'1 milliard de dollar US de la RDC

Source : www.digitalcongo.net du 01/06/2011

Après le Royaume de Belgique, le temps était venu pour l'Italie et le Royaume des Pays-Bas d'accorder l'allègement de la dette congolaise. Il s'agit de 740 millions de dollar US l'Italie et 400 millions pour le Royaume des Pays-Bas.

Le ministre des Finances a demandé à ses interlocuteurs de convaincre leurs compatriotes afin de venir investir massivement en Rd Congo. Il a prévenu ses hôtes qu'ils ne doivent pas attendre que la Rd Congo occupe le top dans le classement Doing Business pour venir investir. Sinon, ils ne trouveront pas de place disponible. Hier mardi, le cabinet du ministre des Finances, Matata Ponyo Mapon a connu une intense activité diplomatique. D'abord, il a signé un accord portant allègement de la dette de la RDC avec l'Ambassadeur de la République d'Italie, avant de faire le même exercice avec l'Ambassadeur du Royaume des Pays-Bas.

En effet, il s'agit d'environ 740 millions de dollar US qui ont été annulés par le Gouvernement Italien. C'est leur Ambassadeur en RDC, M. Pio Mariani qui a signé avec Augustin Matata Ponyo. Dans son discours, le ministre des Finances a indiqué que conformément à la volonté du Chef de l'Etat, le développement de la RDC est une priorité des priorités.

Et c'est dans ce contexte que cet allègement garantit en plus une meilleure gestion de la dette extérieure. Il a rassuré l'Ambassadeur Pio Mariani que son Gouvernement s'engage à prendre un ensemble des mesures pour ne plus tomber dans le surendettement. « Toutes les précautions sont prises au niveau du Gouvernement pour ce faire et il y a même des référentiels économiques pour améliorer le climat des affaires en RDC », a-t-il indiqué, avant de demander à l'Ambassadeur d'être le porte-voix de la RDC auprès des investisseurs italiens, car son pays est résolument tourné vers l'amélioration du climat des affaires. Il a aussi invité les Italiens de venir en ce moment, qu'ils n'attendent pas jusqu'au point où la RDC sera classée au top du Doing Business, car ils risquent de manquer de place. De son côté, l'Ambassadeur Pio Mariani a rassuré le ministre des Finances qu'il sera le porte-voix de la RDC auprès des investisseurs de son pays. Tout en félicitant le Gouvernement des efforts fournis dans l'atteinte du Point d'Achèvement, il est confiant que sous la gouvernance du ministre Matata, la ligne droite sera maintenue à travers la stabilisation du cadre macroéconomique. Il a encouragé la RDC qui a signé son adhésion au traité de l'OHADA, car cela rassurera les investisseurs à venir en RDC, surtout que son pays l'a ratifié depuis 2006.

L'annulation de la dette ferme un chapitre et ouvre un autre

Après avoir annoncé l'annulation par son pays de 400 millions de dollar US, Robert Van Embden, Ambassadeur du Royaume des Pays-Bas a manifesté la volonté de son pays d'accompagner la RDC dans la quête de l'amélioration de la gestion des finances publiques. « Nous considérons que l'allègement de 400 millions de dollar US clôture un chapitre et ouvre un autre », dit-il, avant d'insister sur le fait qu'il y a beaucoup de possibilités d'investissement en RDC. Même s'il y a beaucoup à faire, il assure que beaucoup a été fait. Il a souligné qu'il y a déjà en RDC des entreprises néerlandaises et espère qu'au fur et à mesure de l'amélioration du climat des affaires, beaucoup d'investisseurs seront convaincus d'investir massivement en RDC et le Point d'Achèvement est considéré par ce pays comme un grand signal en leur direction.

Pour le ministre des Finances de la RDC, cette cérémonie marque la consolidation des rapports de partenariat économique entre les deux pays. « Elle consacre l'allègement de la dette », dit-il, avant de souligner que l'allègement de cette dette est l'aboutissement d'un effort soutenu du Gouvernement.

Il a rappelé à l'intention de ses hôtes que c'est en 2003 que le pays avait accédé au Point de Décision de l'IPPTE et que le Point d'Achèvement devait intervenir deux ans après. Mais pour des raisons de troubles politiques et de difficultés dans la gestion macroéconomique, on n'a atteint le Point d'achèvement qu'en 2010.

Le pays reste conscient des efforts qu'il a fournis dans le cadre de ce mécanisme et a pris des mesures idoines pour éviter un endettement excessif. « Je vous rassure de notre volonté de ne plus retomber dans le piège de l'endettement excessif et nous sommes engagés sur la voie de la réforme », mentionne-t-il, avant d'informer l'assistance qu'une mission du FMI est présentement en RDC, dont l'objectif est d'évaluer le PEG 2. Cette revue pourra affirmer de la détermination du Gouvernement à poursuivre les réformes.

Pour lui, la 4ème revue sera satisfaisante. Exprimant la volonté de son pays d'améliorer le climat des affaires, Matata Ponyo a lancé un appel en faveur des Néerlandais pour qu'ils viennent investir au pays. Car selon lui, il ne faut pas attendre que le pays occupe la 1ère place dans le classement de la Banque mondiale. Peut-être, ajoute-t-il, vous ne trouveriez plus de place pour investir. Il a insisté sur la pratique des affaires avec l'approche « gagnant-gagnant » pour la maximisation des recettes pour les investisseurs et le paiement des taxes au profit du Trésor public.

La RVA à la quête de 150 millions Usd pour le financement des projets prioritaires

Source : www.digitalcongo.net du 01/06/2011

La Régie des voies aériennes (RVA) est à la recherche de près de 150 millions USD pour le financement de ses investissements prioritaires. Le sujet a été hier mardi 31 mai en discussion dans un atelier organisé par le Copirep au Grand Hôtel Kinshasa.

A l'instar de toutes les entreprises du portefeuille, la Régie des voies aériennes a besoin de financer son plan d'investissement ou répondre aux exigences de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). C'est en vue de la présentation de ce plan et d'une adhésion des bailleurs de fonds pour son exécution que le Comité de pilotage de la réforme des entreprises du portefeuille (COPIREP) a réuni hier mardi 31 mai au salon Congo du Grand Hôtel Kinshasa les experts du secteur autour d'un atelier préparatoire de la table ronde des bailleurs sur le financement de la relance e la RVA.

Tout compte fait, selon les projections faites par l'administrateur directeur financier de la RVA, cette entreprise publique en transformation est à la recherche d'un montant de 149.353.508 Usd pour financer ses investissements en vue de renouveler et de moderniser ses équipements d'exploitation.

Présente à l'ouverture de cet atelier préparatoire, Jeannine Mabunda Lioko, ministre du Portefeuille, a émis le vœu de voir les experts associés à ces travaux parvenir à un montage à soumettre aux bailleurs de fonds.

Le projet de modernisation de la RVA est basée sur la vision du gouvernement de ramener les installations aéroportuaires congolaises dans les normes fixées par l'OACI. Pour circonscrire le contexte de cet atelier, le secrétaire exécutif du Copirep, le professeur Ilunga Ilunkamba, est revenu, dans son mot de circonstance, sur les motivations profondes de cette rencontre préparatoire à une table ronde sur la RVA qui sera organisée incessamment à Kinshasa.

Par ailleurs, il a fait savoir que le Copirep a accordé une place de choix au secteur stratégique des transports. C'est ainsi que les sociétés telles que la RVA, la SCTP et la SNCC ont été choisies parmi les entreprises structurantes, comme les premières à être stabilisées en vue de leur restructuration et redressement.

C'est pour parvenir à cet objectif, a-t-il dit, que des contrats d'assistance à la gestion avaient été signés avec des firmes internationales spécialisées pour stabiliser ces entreprises. Une des missions leur assignée a été d'élaborer des états des lieux assortis des mesures de stabilisation à court terme sous forme de plan, pour la stabilisation de ces entreprises et la préparation de leur restructuration.

La brique belge attire à nouveau les capitaux étrangers

Source : www.trends.be du 07/06/2011

Après deux années de disette, les affaires reprennent sur le marché belge de l'investissement immobilier. Et le vent pourrait vraiment tourner si l'intérêt des investisseurs asiatiques se confirme.

« On commence à voir le bout du tunnel ! » Voilà comment François van den Branden, directeur des investissements chez BNP Paribas Real Estate, résume brièvement la situation sur le marché belge de l'investissement immobilier. Les derniers résultats provisoires de cette année justifient effectivement un optimisme prudent.

Dans les départements Capital Markets (Investissements) des entreprises internationales de consultance immobilières, les collaborateurs respirent. Enfin. En 2007, le montant investi dans l'immobilier en Belgique atteignait le record absolu d'un peu plus de 5 milliards d'euros. Malgré les germes déjà bien présents de la crise, 2008 a plutôt bien commencé. Mais au second semestre, la veine s'est tarie. En 2009, le volume d'investissement total dans la brique belge a stagné à 1,4 milliard d'euros. Le marché a été frappé de plein fouet par le malaise économique et financier.

Dès 2010 déjà, l'économie affichait quelques signes de rétablissement sans que cela ne se concrétise vraiment sur le marché immobilier belge et européen en général. «L'insécurité régnait en maître sur le marché, commente Maxime Kumpen, qui dirige le département Capital Markets chez CB Richard Ellis (CBRE). « Les investisseurs s'interrogeaient sur le caractère durable de ce début de rétablissement et sur l'incidence des nombreuses mesures d'économie. » Les rares opérations conclues traduisaient cette frilosité face aux risques. Sur le marché des bureaux, seuls les immeubles de qualité bien situés, assortis de baux sûrs et de longue durée - autrement dit avec garantie de cash-flows - ont su séduire les candidats-investisseurs. On observait conjointement un glissement de l'intérêt pour l'immobilier de bureaux vers l'immobilier commercial, moins incertain en Belgique.

Un simple coup d'œil sur la liste des principales transactions (voir tableau ci-dessous) de cette année suffit à rendre compte de la préférence donnée par les investisseurs à l'immobilier à moindre risque, aux produits « core » comme on les appelle dans le jargon. La vente, début février, du bâtiment Renaissance, dans le bas de la ville de Bruxelles, par CBRE Investors à SwissLife France en dit long : superbement situé, entièrement rénové il y a peu, certifié Haute Qualité Environnementale (HQE) et loué à long terme à deux bailleurs de qualité (Commission de la Communauté flamande et Institut des réviseurs d'entreprise).

Cette liste restreinte est le fruit d'un travail de fond mené par les courtiers durant un an : un dossier d'investissement met aujourd'hui beaucoup plus de temps à obtenir le feu vert de l'acheteur, prudentissime. S'il l'obtient un jour. «Autrefois, le stade de due diligence était pour ainsi dire synonyme d'aboutissement de l'opération, constate Maxime Kumpen. Aujourd'hui, un dossier sur quatre tombe à l'eau à ce stade. Le moindre manquement suffit à faire capoter le projet d'investissement. Au niveau du financement également, la procédure tourne court plus souvent. Il ne suffit plus au vendeur de convaincre l'acheteur. Encore faut-il persuader le banquier...» L'attitude très critique, limite soupçonneuse, des investisseurs et financiers semble devenir la norme. Les banquiers se cachent derrière la nouvelle réglementation beaucoup plus stricte, comme les accords de Bâle III.

Prise de risque accrue

Mais il ne faudrait pas en déduire pour autant que 2011 sera la copie conforme de 2010, année morose s'il en est. Les investisseurs commencent, lentement mais sûrement, à élargir leurs horizons. «Outre les core products, ils montrent un certain intérêt pour les immeubles moins parfaits, les core plus, constate Olivier Bastin. Ils reconsidèrent aussi depuis peu les value added assets (*Ndlr, un bâtiment sous-apprécié ou vétuste à fort potentiel de valorisation moyennant un repositionnement ou une restructuration*).»

Une tendance que confirme Maxime Xantippe, directeur du département Capital Markets chez Cushman & Wakefield. Selon ce dernier, «les investisseurs sont disposés à prendre plus de risques. Les critères d'investissement s'assouplissent et ne doivent plus être remplis à 100 %.» Et de citer la vente récente de l'immeuble Nerviens 85, une construction de qualité, idéalement située dans le quartier Léopold, mais loué avec des baux standards 3-6-9. AXA l'a vendu au gestionnaire de fonds RREEF pour 35 millions d'euros avec un rendement de 6,5 %. «Il s'agit d'un produit d'investissement immobilier typiquement bruxellois, poursuit Maxime Xantippe. Ce genre de deal est, selon moi, révélateur de la normalisation du marché.»

La reprise des investissements sur le marché immobilier belge résulte en premier lieu de la confirmation du redressement économique. Les candidats-investisseurs, patiemment assis sur une montagne de liquidités, estiment le moment venu de reprendre position. « Cela vaut pour les promoteurs immobiliers également, souligne François van den Branden. Ils ont longtemps freiné des quatre fers, mais certains recommencent à remplir leur carnet de commandes. »

L'immobilier belge est sorti relativement indemne de la crise, ce qui, en ces temps de conjoncture économique encore incertaine, n'est pas pour déplaire aux investisseurs étrangers. «La crise a été un test de résistance pour le marché local, précise Maxime Xantippe. Et nous nous en sommes pas mal tirés.» « L'immobilier est resté une valeur refuge pour les investisseurs, ajoute Olivier Bastin : La mauvaise santé relative d'autres actifs, actions et obligations entre autres, est du pain béni pour notre secteur, qui inspire à nouveau confiance.»

Autre atout du marché bruxellois des bureaux plutôt stable : les core markets de Londres, Paris et Francfort, sortis plus rapidement de la crise, sont aujourd'hui jugés trop coûteux. JLL a noté dans ces trois villes des primes yields (meilleurs rendements initiaux) inférieurs à 5 %, Londres (4 %) en tête. Ce yield - ou rendement initial - est le rapport entre revenu locatif au cours de la première année et investissement. Il est donc révélateur de la valeur marchande : plus le yield est bas, plus l'immeuble est (relativement) cher.

Faiblesse du marché locatif : rien de catastrophique encore

Le marché belge des investissements immobiliers n'est pas à l'abri pour autant. Des nuages menaçants planent encore sur la timide reprise (take up) du marché bruxellois des bureaux. Le premier semestre de cette année n'est pas vraiment encourageant. Les bureaux bruxellois inoccupés sont toujours aussi nombreux, ce qui n'a rien pour plaire aux candidats-investisseurs.

Conscients du problème, les experts en investissement tiennent à dédramatiser. « Un premier trimestre faiblard, voire une année un peu moins bonne, n'a rien de catastrophique, rassure Olivier Bastin. Les investisseurs visent le long terme. Mais il ne faudrait pas que le marché

locatif continue à stagner.» Selon François van den Branden, l'inoccupation devrait diminuer par 'autocorrection du marché : « La promotion immobilière spéculative est quasi à l'arrêt depuis quelques années. Les projets à risque se raréfient. » Il anticipe d'ici à 2012 une solide reprise du take up vu que de nombreux contrats renégociés pendant la crise viennent à échéance.

La crise politique persistante dans notre pays ne contribue pas non plus à un climat d'investissement serein. Pourtant, rares seraient à ce jour, selon les courtiers, les transactions avortées à cause du vide du pouvoir actuel.

Un autre facteur serait susceptible de plomber davantage la reprise amorcée : la hausse des taux d'intérêt. « Si le taux de base de la BCE passe à 1,75 % comme on l'a laissé sous-entendre, l'impact sur le marché immobilier sera inévitable, prévoit Maxime Xantippe. Surtout sur les immeubles loués à long terme : la différence entre l'intérêt et le yield ne sera pas assez importante et les investisseurs exigeront alors des rendements supérieurs. »

En attendant les fonds asiatiques

Le timide redressement se poursuivra-t-il au second semestre de cette année ? Au vu des dossiers en cours, tous les agents sont raisonnablement optimistes : davantage de transactions de taille plus réduite, mais un total conséquent. Le volume moyen d'investissement des années avant-crise, à savoir 3 milliards d'euros environ, n'est donc pas hors de portée.

« La crise a provoqué un changement radical, ajoute Maxime Kumpen. La baisse du taux d'endettement pour les investissements immobiliers le prouve. Dans les années fastes, il s'élevait à 75, voire 85 %. Il est aujourd'hui sous les 60 %. Avec la réforme de Bâle III en préparation, les banques feront tout pour respecter ce plafond.»

Maxime Xantippe n'exclut pas pour autant de nouveaux records de volume. «Le marché a la mémoire courte, dit-il. Bruxelles a déjà vu déferler plusieurs vagues d'investisseurs : suédois, allemands, irlandais,... Les Asiatiques pourraient être les suivants. Peut-être pas dans deux ou trois ans, mais plus tard... pourquoi pas ? Les fonds internationaux ont déjà acquis indirectement plusieurs participations chez nous.»

L'afflux de capitaux asiatiques sur le marché immobilier bruxellois à terme est également plus que probable pour Olivier Bastin. « Ce ne sont pas les capitaux qui manquent et les Asiatiques sont encore très discrets dans les investissements immobiliers en Europe. Le potentiel de croissance est donc bien réel. Le Korean Pension Fund, un des plus grands fonds de pension du monde, a déjà énormément investi dans sa région et devra se mettre bientôt en quête d'autres marchés.»

Londres, Paris, Francfort et quelques marchés émergents sont déjà en ligne de mire. Mais Bruxelles a elle aussi la cote auprès des investisseurs asiatiques. Pour Maxime Xantippe, l'atout bruxellois est connu : « C'est la capitale de l'Europe et le siège d'importantes institutions internationales. Un argument de vente irréfutable...»